



M. le chef de D. H.

AMBASSADE DE SUISSE

R.P. no 1

Karachi, le 14 février 1966.

CONFIDENTIEL

an							a/a
Datum							
Visa							
EPD	3. Mai 1966						
Ref.	p.A. 29.39 Karachi						

Monsieur Willy Spühler
Conseiller fédéral
Chef du Département politique

B e r n e

Après Tashkent

Monsieur le Conseiller fédéral,

Etant donné la position inflexible de l'Inde dans l'affaire du Cachemire, dont plusieurs dirigeants de New Delhi clament aujourd'hui encore le rattachement définitif à l'Union indienne, vu aussi que feu M. Shastri avait annoncé avant son départ pour Tashkent qu'il ne saurait être question qu'il y aborde le problème du Cachemire, on pouvait se demander à juste titre quel pourrait bien être le profit que le Président du Pakistan retirerait d'une telle rencontre à la préparation de laquelle l'URSS mit tant de soins et de persévérance.

Il y avait alors trois inconnues: a) les encouragements qu'avait le cas échéant prodigués le Président Johnson au Chef d'Etat pakistanais, tributaire de l'aide financière américaine, lors de leur rencontre de décembre dernier à Washington; b) l'entremise soviétique et ce qu'elle pouvait comporter, qui permettait de surcroît à Rawalpindi de faire sans autre la démonstration que son "flirt" avec Pékin avait été fortement grossi et exagéré et même mal compris, et, c) d'éventuelles informations en provenance de l'Inde indiquant au leader pakistanais que le

Premier indien n'était peut-être pas aussi fermé à une issue du différend que ne pouvaient le laisser croire ses déclarations officielles destinées avant tout à la consommation locale et au maintien de sa propre position. Il est évidemment difficile d'apprendre quoi que ce soit à ce sujet, mais on peut présumer que les éléments de ce qui restent aujourd'hui encore trois inconnues pour l'observateur étranger ont sans doute renforcé le Maréchal Ayub Khan dans son désir de prendre le chemin de Tashkent, puisqu'il s'est toujours déclaré prêt à rencontrer les dirigeants indiens en vue du règlement des problèmes en suspens entre les deux pays. D'ailleurs, et après la campagne de septembre dernier, il était indispensable qu'il ne négligeât aucune chance qui puisse mener au but, si tortueux que puisse encore être le chemin qui y conduise.

Au dernier moment et grâce aux innombrables efforts déployés par les Soviétiques, dont le prestige était entièrement engagé, la rencontre Ayub Khan/Shastri a abouti à ce que l'on a appelé la "Déclaration de Tashkent" (en abrégé TD), que l'ambassade a déjà commentée dans des communications à la Division des affaires politiques. On sait toutefois maintenant - et le "Principal Secretary" du Président Ayub Khan me l'a confirmé la semaine dernière à Rawalpindi - qu'en dépit de toutes les affirmations officielles, en particulier du côté indien, les entretiens des dirigeants pakistanais et indien ont roulé exclusivement sur l'avenir du Cachemire. Est-ce cela qui a eu raison de la constitution fragile de M. Shastri qu'une crise cardiaque devait enlever brusquement quelques heures seulement après la signature du document ? Nul ne le saura jamais.

Au Pakistan, le résultat des entretiens de Tashkent ont été diversement accueillis. Il fallait s'y attendre après la lecture du communiqué final. L'Information pakistanaise s'est d'ailleurs trouvée en défaut car elle a attendu trop longtemps

pour en faire publiquement le commentaire. Les étudiants, plus pressés et aiguillonnés par une opposition qui demeure faible vu qu'elle est incapable de constituer un front commun mais qui ne rate cependant aucune occasion de faire flèche de tout bois, ont manifesté notamment à Lahore et Karachi, ce qui a entraîné la fermeture des établissements scolaires qui rouvrent progressivement leurs portes.

Ainsi que je l'ai déjà relevé au début de ce rapport, des dirigeants indiens continuent à proclamer le Cachemire partie intégrante de l'Union. A la fin de la semaine dernière, Madame Indira Gandhi a fait une déclaration qui en dit long sur les sentiments de l'Inde - ce que j'ai déjà maintes fois souligné - à l'égard de la Partition de 1947. Le nouveau Premier Ministre a en effet souligné qu'il est aussi difficile à son pays de perdre de vue le partage d'alors qu'à un être humain d'oublier le bras ou la jambe dont il a été amputé. En réalité et du point de vue intérieur, ni Ayub Khan ni Indira Gandhi ne se trouvent dans une position favorable. D'après des renseignements que j'ai de première main, l'animosité à l'égard de l'ennemi va grandissant dans les deux pays au fur et à mesure que l'on descend dans l'échelle sociale. C'est naturel puisque l'homme de la rue a certainement souffert davantage du conflit de septembre que ses dirigeants. Ces derniers - à l'exception de ceux qui sont à l'affût de n'importe quelle circonstance pour en tirer politiquement parti et que l'on retrouve aussi bien au Pakistan qu'en Inde - plus distants des dures réalités quotidiennes, ont l'esprit moins échauffé. Au niveau des leaders, mes informateurs ont même acquis la conviction qu' Ayub Khan et Indira Gandhi ont des préoccupations de même ordre qui touchent avant tout, sous peine de catastrophe pour l'Inde, au domaine économique que seul le retour à une situation paisible et à des relations normales entre les deux capitales préservera. Si importante que puisse être la détente provoquée par la TD - je pense au désengagement militaire, au rétablissement

des communications postales, téléphoniques (celles-ci encore partiellement) et par voie aérienne, à l'échange des prisonniers et des populations civiles, à la libération des biens saisis rentrant dans la catégorie de l'aide, etc - celle-ci ne produira de pleins effets que lorsque pourra être abordé le véritable fond du problème: l'avenir du Cachemire. Or, toujours selon la même source, il semble que le Premier Ministre indien et le Président du Pakistan se trouvent dans une impasse du fait qu'ils sont l'une et l'autre prisonniers de l'opinion publique de leur pays, alors qu'ils seraient désireux de jeter les premiers jalons d'une solution du différend du Cachemire. On peut aisément concevoir que pour le Pakistan, Ayub Khan se féliciterait de n'importe quel indice sérieux qu'il pourrait donner en pâture à l'opinion publique, au contraire des Indiens qui ne peuvent s'accommoder que de solutions propres à leur faire regagner le prestige perdu depuis l'expédition à Goa et à les grandir aux yeux de l'opinion mondiale.

Quelle est dès lors la formule qui permettrait que l'on aborde une nouvelle étape réellement constructive, celle relative au noeud du problème: le futur statut du Cachemire, et à qui ou à quelle institution reviendrait le mérite d'en faire la suggestion ? Quoi qu'il puisse en être, l'Inde beaucoup plus que le Pakistan devrait au préalable donner des gages enfin tangibles de sa sincérité, de sa volonté d'aboutir, et à tout le moins parvenir à refréner les excès oratoires de certains de ses dirigeants et politiciens et d'une partie de son opinion publique pour qu'ils cessent de proclamer le rattachement définitif du Cachemire à l'Inde. La remise en liberté du Sheikh Abdullah pourrait être, elle aussi, d'un heureux présage encore que le "lion du Cachemire" une fois relâché puisse mettre en péril toute formule qui ne serait pas de son goût. A propos de l'avenir de son pays, il est toujours demeuré équivoque et énigmatique.

- 5 -

Enfin et du côté américain, il faut espérer que Washington - et plus particulièrement le CIA qui entretient, selon une source digne de foi, plus de 2000 agents sur territoire pakistanais (mon collègue américain serait lui-même très proche de cette institution) - cessera de jeter un continuel discrédit sur la situation économique pakistanaise qui est moins proche qu'en Inde de la catastrophe que d'aucuns le prétendent, même si Rawalpindi doit supporter les conséquences de la campagne de septembre et subir le contre-coup de la suspension, à la seule initiative des USA, de l'appui que lui valait le Consortium international d'aide financière. Washington pourrait, au vu du développement de la situation dans le Sud-Est asiatique, être amené à revoir son attitude à l'égard du Pakistan et peut-être que le Vice-Président américain Hubert Humphrey, qui doit rencontrer aujourd'hui le Maréchal Ayub Khan à Karachi, n'a pas que pour seule tâche d'expliquer le point de vue américain dans l'affaire du Vietnam.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Stouduan